

Reprendre en main le service public de l'audiovisuel.

écrit par Claude t.a.l | 5 novembre 2016



De GW Goldnadel sur « Figaro Vox »:

Avec une récurrence que d'aucuns trouveraient obsessionnelle, je ne cesse de reprocher au personnel politique d'opposition leur refus de comprendre que la bataille intellectuelle et médiatique est la mère de toutes les batailles.

Dans un cadre politique belliqueux, l'absence de toute critique de la mainmise de la pensée gauchisante sur le service public de l'audiovisuel français me paraît constitutive au mieux de l'inintelligence politique, au pire de la couardise. À moins, bien entendu que la lâcheté soit préférable à la bêtise..

Alors que je me trouvais dans une sorte de renoncement, les propos d'Éric Ciotti, au micro de France Inter, dimanche dernier, mettant en cause, fusse avec modération, l'impartialité du service dont s'agit ainsi que celle du CSA ont mis sur mon cœur d'usager résigné un baume bienfaisant. Généralement en effet, les hommes politiques de droite, même les forts en gueule, ont tendance – par pusillanimité, complaisance obséquieuse ou encore en raison d'un surmoi social persistant – de mettre un bœuf sur leur langue lorsqu'ils pénètrent dans la Notre-Dame bien ronde de la bien-pensance ronronnante.

Je n'y peux rien si ce service audiovisuel que l'on dit public a le don de me mettre dans une rage qui n'a plus rien de privée.

Bien en a pris d'ailleurs au député méridional, puisque les préposés ont préféré battre en retraite de fonctionnaires, plutôt que de rompre imprudemment des lances pour éteindre le début d'incendie.

Je n'y peux rien si ce service audiovisuel que l'on dit public a le don de me mettre dans une rage qui n'a plus rien de privée, si j'en juge au nombre de commentaires approuvateurs que mes fréquents accès de colère subite suscitent.

Prenez France 2 et son émission phare du samedi soir: On N'est Pas Couché. Souvenez-vous que son animateur, Laurent Ruquier, qui lui aussi est colérique, avait piqué

une crise sévère contre ce qu'il nomma avec finesse et modération «la fachosphère» de Twitter. L'intéressé n'avait pas apprécié les nombreux gazouillis qui moquaient son émission et ses animateurs. Il morigéna pour le même tarif ces journalistes qui accordaient du prix à l'opinion de ces fâcheux de cette fâcheuse sphère qui ne devraient même pas avoir droit à l'avis.

Souvenez-vous encore qu'il n'y a pas trois semaines, un certain Éric Z. faillit être condamné à la mort civile et professionnelle pour avoir maladroitement qualifié le sacrifice des islamistes suicidaires en l'opposant au refus européen de mourir pour la patrie.

La kyrielle de folliculaires qui ordinairement reprochent à l'intellectuel téméraire ses jugements tranchés sur l'islam n'étaient pas loin de vouloir rétablir la guillotine à son usage exclusif pour crime de complicité avec le djihadisme.

Ce samedi chez Ruquier, Magyd Cherfi, invité à traiter de ces questions d'identité qui le taraudent et lui ont inspiré un livre, déclarait qu'il fallait éprouver de « l'empathie » pour Mohamed Mera.

Or, ce samedi soir sur la terre de Ruquier, Magyd Cherfi, fondateur du groupe toulousain Zebda, et invité à traiter de ces questions d'identité qui le taraudent et lui ont inspiré un livre, déclarait qu'il fallait éprouver de «l'empathie» pour Mohamed Mera.

Il est de médiocre utilité que je rappelle à mes lecteurs que Mohamed Mera est cet autre toulousain qui massacra des enfants dans une école parce qu'ils étaient juifs et des chrétiens et des musulmans parce qu'ils étaient soldats. Le genre d'individu qui ne commande pas ordinairement une empathie obligatoire.

Curieusement, l'étrange sortie de l'artiste (j'écris «étrange», car pour avoir débattu avec lui, je l'avais trouvé intelligent et pondéré) n'a provoqué lors de l'émission ou après, aucune bronca particulière, aucun intellectuel ou artiste branché n'ayant cru devoir broncher.

J'observe encore, sans étonnement feint car mon expérience de la double comptabilité morale est illimitée, qu'aucune organisation «antiraciste» ou encore le CSA n'ont protesté et que le parquet de Paris, au rebours de ce qui se passe pour Éric Z. ne s'est chargé d'enquêter préliminairement sur l'existence d'une éventuelle apologie du terrorisme.

Il est vrai qu'il ne s'agit pas de Causeur, mais seulement du service public télévisuel.

La Cour des Comptes dans un rapport fort vinaigré, a assaisonné copieusement la direction de France Télévisions.

Un service inestimable, puisqu'une nouvelle fois, la Cour des Comptes dans un rapport fort vinaigré, a assaisonné copieusement la direction de France Télévisions. Dans un mémoire qui ne flanche pas, les magistrats invitent celle-ci à se pencher sur «le contenu effectif des postes occupés par les salariés les mieux rémunérés de l'entreprise». En effet, 547 salariés du groupe public perçoivent un salaire supérieur à 8000 € bruts par mois, dont 191 bénéficient d'une rémunération supérieure à 120 000 € annuels bruts.

Les Sages s'étonnent d'une «disproportion encore plus marquée au sein de la direction de l'information où le nombre de cadres atteint 40 %, dont 149 rédacteurs en chef ou rédacteurs en chef adjoints».

Il y a ainsi trois fois plus de cadres chez France Télévisions, détenue à 100 % par l'État français que dans les autres entreprises de l'hexagone. (Je conseille fortement la lecture quotidienne et édifiante d'Ojim.fr, source rafraîchissante d'information indépendante sur le sujet)

Ceci posé, les rapports précédents sur une gabegie et un gouffre financier abyssal n'ont pas empêché Madame Ernotte et ses mentors idéologiques de créer une chaîne France Info que presque personne ne regarde. Pourquoi se priver, puisque la redevance publique suivra?

Par une curieuse inversion des normes, c'est au contraire le service public défaillant qui s'arroge le droit de juger sévèrement les fautes éventuelles commises dans le privé ou par les politiques.

Pourquoi surtout se gêner puisqu'en dehors de quelques francs-tireurs trop peu partisans, aucune contestation véritable de l'absence de pluralisme, de la mainmise idéologique (le cas d'Arte mériterait un article, un livre, voire une commission d'enquête...) et des excès financiers n'existe véritablement.

Par une curieuse inversion des normes, c'est au contraire le service public défaillant qui s'arroge le droit de juger sévèrement les fautes éventuelles commises dans le privé ou par les politiques.

Je conseillerais à Élise Lucet de traiter les responsables financiers de France Télévision ou de Radio France avec la même vigueur qu'elle a traité dernièrement le maire de Nice. Et avant de condamner, à tort ou à raison, Vincent Bolloré pour la

manière dont il gère sa chaîne privée, la ministre de la Culture, Madame Azoulay aurait été bien inspirée d'étudier le sort de Philippe Verdier (que j'ai l'honneur de défendre), présentateur de la météo nationale et renvoyé sur-le-champ pour avoir osé écrire un livre sans l'imprimatur préalable d'un comité de censure morale et politique aussi invisible qu'omnipotent.

Sévérité bien ordonnée commence par le service public.

Je conseille donc à celui qui sortira vainqueur de la primaire à droite, de faire de la captation par l'idéologie gauchisante des moyens d'information étatiques, un thème électoral majeur.

Il aura tout à y gagner. Le service du public aussi.

Notre liberté bien d'avantage encore.

http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2016/11/03/31003-20161103ARFIG00160-gilles-william-goldnadel-pour-en-finir-avec-l-ideologie-gauchisante-des-medias-publics.php?redirect_premium